

Séance du conseil municipal : 24 Janvier 2022 à 19h30.

Date de la convocation : 14 janvier 2022

Membres présents : MME Corinne CARDONA ; M. Jean-Bernard MICHEL ; MME Evelyne RIOU ; M. François JOLLY ; MME Stella BOUDOYAN ; M. Éric FUGER ; M. Jacques-Olivier VIAL ; M. Philippe COUTEAU ; M. Pierre BOURGEON ; MME Julie LOUSTEAU ; M. Alexandre LOMBARD.

Membres excusés : M. Jean-Baptiste MARQUET (pouvoir à M. VIAL) ; MME Isabelle LOPES (pouvoir à M. JOLLY) ; MME Marie-Martine ZIMBOULAS (pouvoir à MME RIOU).

Membres absents : MME Anne-Laure MATHIAS

1/ Désignation secrétaire

Mme LOUSTEAU Julie est désignée secrétaire de séance.

2/ Approbation PV du 25 Novembre 2021

Le procès-verbal est approuvé à l'unanimité.

3/ Règlement Local de Publicité (R.L.P.)

Mme Lousteau rappelle au Conseil Municipal qu'après la délibération du Conseil de la Métropole de Lyon du 13 décembre 2021, le projet d'élaboration du Règlement Local de Publicité (RLP) a été arrêté.

Pour rappel, lors de la séance du 9 juin 2021, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, et à l'unanimité avait pris acte des orientations générales du RLP de la Métropole.

A savoir, sur notre commune sont interdits :

- Toutes formes de publicité lumineuse ou numérique, même sur le mobilier urbain
- La publicité scellée au sol
- La publicité sur bâche permanente ou bâche de chantier

Est autorisée :

- La publicité murale est autorisée sur une superficie de 4m² et maximum 6 m.de hauteur

Poleymieux au Mont d'Or étant dans un zonage spécifique, le village est très peu impacté par ce règlement.

Après débat, le Conseil Municipal à l'unanimité des membres présents, émet un avis favorable sur l'arrêt du projet de l'élaboration du RLP de la Métropole de Lyon.

4/ Modification N°3 du PLU-H de la Métropole de Lyon

Le service de la planification de la Métropole de Lyon, en collaboration avec la commune, propose quelques modifications du PLU-H sur notre commune afin de préserver des hameaux du village.

➤ Le hameau de la Péronière :

Afin d'aménager un cadre de vie de qualité et protéger sa valeur patrimoniale, il est proposé d'inscrire une zone non aedificandi. L'objectif étant de préserver les vues sur le hameau historique de la Péronière.

➤ Le hameau de Planchamp :

Afin de protéger la trame verte en renforçant la présence de la nature en ville, il est proposé d'inscrire sur une parcelle un espace végétalisé à valoriser, afin de prendre en compte le paysage existant et de protéger notamment le marronnier centenaire de cette parcelle.

➤ Le hameau du Robiat :

Afin de protéger la parcelle communale située chemin du Robiat, il est proposé d'installer sur toute la parcelle un espace végétalisé à valoriser (EVV).

➤ Le hameau des Chavannes :

Afin de corriger une erreur de retranscription graphique, et de permettre d'adapter le zonage au regard de la topographie du lieu, il est proposé de modifier une parcelle en zone URI2c et de l'inscrire dans le périmètre d'intérêt patrimonial. (P.I.P.)

Après débat, le Conseil Municipal accepte à l'unanimité les modifications N°3 du PLU-H de la Métropole de Lyon.

5/ Présentation du fonctionnement de la commission d'urbanisme

Mme le Maire indique au Conseil Municipal que la commission d'urbanisme, qu'elle préside, est constituée de 3 membres pour l'instruction des dossiers et d'une commission élargie, composée de 6 membres, Conseillers Municipaux et habitants.

Messieurs Jolly et Couteau présentent au conseil le fonctionnement de cette commission en montrant quelques exemples de projets avant et après passage en commission.

Afin de répondre aux mieux aux exigences caractéristiques de notre territoire, deux membres de cette commission, M. Jolly, adjoint en charge de l'urbanisme et M. Couteau, Conseiller Municipal, reçoivent en amont certains pétitionnaires afin de travailler avec eux sur leur projet et à la prise en compte de nos spécificités ainsi qu'à l'histoire du village.

Sur l'année 2021, il y a eu 17 permis de construire déposés, 69 Déclarations préalables de travaux, 4 permis modificatifs et plus de 120 rendez-vous honorés (2 à 3 rdv / PC).

La mise en place du Cahier de Prescriptions Architecturales de la commune reste la référence pour toutes les questions d'urbanisme et notamment pour l'intégration paysagère des différents projets. Ce cahier vient en soutien du PLU-H de la Métropole de Lyon.

6/ Questions diverses

➤ Zone à Faibles Emissions (Z.F.E.)

Madame le Maire indique au Conseil Municipal que la Métropole de Lyon souhaite développer une zone à faibles émissions (ZFE). Dans ce cadre, une concertation est menée jusqu'à début mars 2022. A ce jour, aucune personne n'est venue en Mairie pour notifier des remarques sur le cahier de concertation. Elle trouve cela dommage car beaucoup d'habitants vont être impactés dans l'utilisation de leur mode de déplacements et risquent de ne plus pouvoir rentrer dans Lyon.

La ZFE est une réglementation de circulation empêchant la circulation de certains véhicules, les plus polluants, classés selon des vignettes crit'Air, sur un territoire donné, afin de réduire l'émission de certains polluants atmosphérique et d'améliorer la qualité de l'air.

C'est la loi LOM qui impose la mise en place d'une ZFE pour les collectivités de plus de 100 000 habitants et celles justifiant d'un Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA), ce qui est doublement le cas de la Métropole de Lyon.

C'est pour autant bien la collectivité qui est en charge de décider comment l'appliquer ; en décidant du périmètre concerné, des véhicules interdits et des aides d'accompagnement déployées.

Depuis le 1er janvier 2020, la Métropole de Lyon justifie d'une ZFE sur un périmètre défini sur les villes de Lyon, Caluire-et-Cuire, et les secteurs intra-périphériques des villes de Bron, Vénissieux et Villeurbanne. Sont interdits à la circulation les véhicules utilitaires (véhicules utilitaires légers (VUL), les poids lourds (PL)) non classés et de vignettes crit'Air 3, 4 et 5.

La Métropole souhaite étendre cette interdiction à l'ensemble des véhicules crit'air 5 dès septembre 2022, ce sur quoi le Conseil Municipal de Poleymieux a donné un avis positif sous certaines conditions.

Aujourd'hui sur les 730 véhicules qui appartiennent aux Poleymoriots ;

- 6% seront interdits dès 2022 (crit'Air 5 et non classés)
- Un total de 72% sera interdit d'ici 2026 dont 33% crit'Air 2
- Le nombre de véhicules sur la commune de Poleymieux au Mont d'Or démontre que chaque ménage possède plusieurs véhicules. De plus, de nombreux foyers ont des véhicules de fonction qui ne sont donc pas répertoriés sur la commune.
- Si nos habitants ont plusieurs véhicules par foyer, ce n'est pas par choix mais par obligation étant donné le peu de transport en commun et la dangerosité des axes routiers pour les modes doux.

Le Conseil Municipal de Poleymieux au Mont d'Or donne son accord sur le calendrier de la Métropole de Lyon.

Néanmoins, afin de tenir cet objectif, le conseil municipal souhaite :

- La mise en place d'une meilleure information et communication à tous les grands métropolitains sur l'intérêt et les conditions d'application de la ZFE parce qu'il estime qu'une bonne information entraîne une meilleure adhésion des habitants.
- Qu'il soit donné un délai supplémentaire pour proposer des solutions alternatives aux habitants qui n'ont pas un accès suffisant aux transports en commun, et également aux travailleurs en horaires décalés.
- Qu'une étude plus approfondie soit menée sur les modalités d'aide à la compensation d'achat de véhicules, notamment pour les personnes en situation de handicap les obligeant à avoir des véhicules adaptés.

C'est pourquoi, le Conseil Municipal souhaite que la Métropole de Lyon développe des solutions alternatives dès à présent en tenant compte de toutes les spécificités de chaque territoire et notamment notre commune :

- Développer des Parking relais et vélos.
- Déployer des plans inclinés dans les différentes gares non-équipées et utilisées par les habitants (gares d'Albigny sur Saône, saint Germain au Mont d'Or).
- Restructurer l'offre TCL sur notre territoire en réaménageant les horaires et circuits de la ligne existante (84)
- Déployer un maximum les voies sécurisées et les stationnements de vélo sécurisés aux abords des communes fréquentées par les Poleymoriots.
- Développer l'offre « velo'v » et la déployer sur les communes métropolitaines qui n'ont pas accès à ce service (dont Poleymieux).
- Développer un plan logistique sur l'ensemble du territoire métropolitain et en partenariat avec les Villes, les entreprises, les commerces et les différentes associations intéressées.
- Sensibiliser la population au maximum aux enjeux de santé publique et de cadre de vie liés aux problématiques des mobilités afin de rendre la mesure la plus acceptable possible.

➤ Dotation de Solidarité Communautaire

Il s'agit d'une dotation versée par la Métropole au profit des 59 communes. Depuis plusieurs années, Poleymieux bénéficiait d'une dotation stable à 206. 974 euros par an.

Aujourd'hui le nouvel exécutif de la Métropole de Lyon a instauré des critères différents pour l'obtention de cette dotation.

A savoir : la prise en compte du revenu fiscal des habitants, le montant des taux d'imposition décidés par la commune, la mise en place de logements sociaux, le niveau de couverture du RSA sur la commune, les structures d'accueil d'adultes en difficultés, la prise en compte du développement économique de la commune.

Compte tenu de ces nouveaux critères, Poleymieux verra sa dotation baisser de façon importante pour passer à 69.678 euros au lieu des 206.974 euros.

Mme CARDONA a attiré l'attention de la Métropole sur les communes comme Poleymieux bénéficiant de zones Penap (Périmètre des Espaces Naturels et Agricoles protégés) importantes empêchant le développement urbain, la construction de logements sociaux, et le développement économique.

Suite à sa demande, ces zones seront prises en compte dans le calcul de la dotation à hauteur de 5 %

En parallèle, tous les mois la commune verse à la Métropole environ 11 000 euros, qui correspond aux compétences qui sont déléguées à la Métropole (voirie, assainissement, propreté...). Le calcul est donc très négatif pour la commune.

Suite à ce constat, de nombreux maires du Val de Saône et des Monts d'or ont fait part de leur mécontentement au Président de la Métropole. Celui-ci a donc décidé de maintenir le montant actuel des 206.974 euros et ce jusqu'à 2025. A partir de 2026, la DSC sera ramenée aux 69.678 euros.

➤ L'église

Depuis mi-décembre les cloches de l'église ne sonnent plus. La vétusté de l'électricité est en cause. Il faut donc remettre aux normes l'installation électrique, mais également l'installation du chauffage : le gaz propane.

Les installations datant de 1960, il faut donc aujourd'hui prévoir d'importants travaux de remise en conformité qui auront un coût important pour le budget de la commune.